

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

(R. C.)

MAITRE DE L'OUVRAGE :

Commune de : SAINT AUBIN SUR GAILLON (27600)

OBJET DE LA CONSULTATION :

Travaux de reconstruction du Pont Bouilli

REMISE DES OFFRES :

| | |
|-----------------------------|-----------------|
| - Date limite de Réception | : le 08/09/2025 |
| - Heure limite de Réception | : 17 Heures |

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne :

Les travaux de reconstruction du Pont Bouilli, à ST AUBIN SUR GAILLON (27600)

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 – Etendue de la consultation et type de procédure

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

2.1 bis – Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :
Monsieur Michel PINGUET, Architecte agréé

Représentée par :
Monsieur Michel PINGUET

Qui est chargé d'une mission avec projet comprenant :

1. Etudes d'esquisses (ESQ)
2. Etudes d'avant projet (AVP)
3. Etudes de projet (PRO)
4. Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)
5. Etudes d'exécution (EXE)
6. Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)
7. Ordonnancement, coordination, pilotage du chantier (OPC)
8. Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant l'année de garantie (AOR)

2.1 ter – Etudes d'exécution

Les études d'exécution seront réalisées en totalité par le maître d'œuvre.

Les études de synthèse seront exécutées par les soins du maître d'œuvre.

2.1 quater – Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier

L'Ordonnancement, la Coordination et le Pilotage du Chantier (O.P.C.) seront assurés par les soins du maître d'œuvre.

2.2 – Décomposition en tranches et en lots

Les travaux comprennent un lot unique

Le délai de validité des offres est de 90 jours.

Une visite des lieux est prévue et obligatoire le 23 juillet 2025 à 14 Heures à la mairie – un registre à signature sera tenu – toute réponse sans visite ne sera pas validée.

2.2 bis – Contrôle technique

SANS OBJET

2.2 ter – Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé

2.3 – Modalités de financement

L'opération objet de la présente consultation est financée par , et des fonds propres à la collectivité.

2.4 – Compléments à apporter au C.C.T.P. et à la D.P.G.F

Le candidat n'a pas à apporter de modification ou de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

Il a également l'obligation de répondre en suivant scrupuleusement la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F).

Il doit impérativement vérifier les quantitatifs et signaler le cas échéant dans son offre, les anomalies qu'il pourrait relever, afin que si ses remarques sont pertinentes, il puisse en être tenu compte lors de l'analyse des offres.

Aucune réclamation ne sera acceptée ultérieurement.

2.5 – Solutions de base

Sans objet

2.6 – Variantes techniques

Les entreprises n'ont pas à présenter de variantes, même si les prestations proposées sont de qualités au moins égales à celles définies au descriptif.

2.7 – Options

Sans objet

2.8 – Mode de règlement - Unité monétaire

Le mode de règlement choisi par l'administration est le mandat administratif avec un délai global de paiement de 30 jours.

L'unité monétaire pour l'exécution du présent marché (calcul des acomptes et du solde, détermination des « nets à payer », etc.) est appelé monnaie de compte dans l'ensemble des pièces du présent D.C.E.

Le Maître d'Ouvrage choisit comme monnaie de compte l'EURO (€).

2.9 – Délai global d'exécution

Le délai global d'exécution du marché est de 5 mois à compter de la date fixée par l'Ordre de Service (O.S) qui prescrira de commencer l'exécution des travaux.

Ce délai ne peut en aucun cas être changé par le titulaire du marché.

Ce délai ne comprend pas la période de Préparation de Chantier.

2.10 – Modification de détail du dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.11 – Modifications après résultats de la consultation

Sous réserve de ne pas bouleverser l'économie du marché, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit, en fonction des résultats de la consultation, de ne pas faire exécuter certains travaux, et donc de les retrancher de la D.P.G.F, sans que les entreprises puissent prétendre à une quelconque indemnité.

2.12 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à quatre-vingt dix (90) jours.

Il court à compter de la date limite de remise des offres indiquée sur la page de garde du présent Règlement de la Consultation (R.C).

2.13 – Propriété intellectuelle des projets

Sans Objet

2.14 – Dispositions relatives aux travaux intéressant la défense

Sans Objet

2.15 – Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet

2.16 – Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé

2.16.1 – Sécurité et Protection de la Santé des Travailleurs

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du Code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et portant transposition de la directive du conseil des communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992 ainsi que des textes pris pour son application.

2.16.2 – Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

Le chantier est soumis aux dispositions de la Section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le Code du travail.

En conséquence, les entreprises seront tenues notamment de remettre au Coordonnateur S.P.S un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

2.17 – Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Les déblais, gravois de structure, déchets et emballages, matériaux et matériels résultant de ses travaux sont enlevés et évacués aux décharges publiques et/ou le cas échéant au centre de retraitement, par les soins et aux frais de chaque entrepreneur.

En cas de non-respect de ces exigences, le Maître d'Œuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet, de faire intervenir une entreprise de nettoyage extérieure, aux frais des entreprises défaillantes, si elles sont connues, ou à la charge du titulaire du marché si elles ne sont pas connues.

Les abords du chantier devront également rester en ordre et propres (sans gravois).

La voirie municipale devra être maintenue en parfait état de propreté et non encombrée par les engins de chantier.

ARTICLE 3 : PRESENTATION DES OFFRES

Le D.C.E sous forme dématérialisé peut être consulté et téléchargé sur le site :

<https://marchespublics.eure.fr/>

Le dossier à remettre par le candidat concernant le présent marché comprendra les pièces suivantes :

3.1 – Documents administratifs

a) - Situation juridique :

- la lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants présentant l'entreprise ou le groupement d'entreprises solidaires (à cet effet, il est vivement conseillé d'utiliser les imprimés DC 1 et DC 2 mis à jour) ;

- une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43(à cet effet, il est vivement conseillé d'utiliser les imprimés DC 1 et DC 2 mis à jour) ;

- si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet

- les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.

En outre, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira, sous 7 jours au maximum à compter de la demande formulée par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (R.P.A) :

- les attestations d'assurances de responsabilités civiles et décennales en cours de validité ;
- les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du Travail ;
- les attestations ou certificats¹ délivrés pour les administrations et organismes compétents, prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (à cet effet, il est vivement conseillé d'utiliser l'imprimé NOTI 2 et la liasse 3 666 pour le volet fiscal).

b) Capacité économique et financière (imprimé DC 2 mis à jour) :

- une déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années ;
- une déclaration concernant le chiffre d'affaires HT global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux auxquels se réfère le marché, réalisé au cours des 3 derniers exercices clos.

c) Références professionnelles et capacités techniques :

- présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services fournis au cours des 3 dernières années ou présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des cinq dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé ;
- une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le prestataire ou l'entrepreneur dispose pour l'exécution des services ou de l'ouvrage et déclaration mentionnant les techniciens ou les organismes techniques dont l'entrepreneur disposera pour l'exécution de l'ouvrage ;
- des certificats de qualifications professionnelles (la preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate) ;
- des certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures ou des services à des spécifications ou des normes (l'acheteur public acceptera toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les prestataires de services, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés).

Nota : L'entreprise établit des copies des certificats et/ou attestations délivrés par les administrations et organismes compétents sur lesquelles a été portée la mention :

“ Je soussigné X, agissant au nom de l'entreprise Y, atteste sur l'honneur que la présente copie est conforme à l'original ” ; et sur lesquelles doivent figurer les date et signature originales d'une personne habilitée à engager l'entreprise.

3.2 – Pièces relatives à l'offre

3.2.1 - Un projet de marché comprenant :

a) l'Acte d'Engagement (A.E) dont le cadre ci-joint est à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du / des prestataire(s).

Cet A.E sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (ces demandes sont formulées dans l'annexe de l'A.E en cas de sous-traitance).

Nota : Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'A.E le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance forfaitaire prévue à l'article 5-2 du C.C.A.P, ils doivent le préciser à l'article B4 de l'A.E.

b) le C.C.T.P ci-joint accepté sans modification, daté et signé ;

c) la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F), cadre ci-joint à compléter, dater et signer ;

3.2.2 - Les pièces non contractuelles ayant une force juridique ou destinées au jugement de l'offre :

a) le présent Règlement de la Consultation (R.C) daté et signé ;

b) un mémoire technique justifiant les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux ;

Ce document comprend toutes justifications et observation de l'entrepreneur.

En particulier, il sera joint :

- le mode opératoire et l'organisation de l'exécution des ouvrages ;
- les indications concernant la nature des principaux matériaux et fournitures et, éventuellement, les références des marques et des fournisseurs correspondants ;
- une note indiquant les dispositions habituelles de l'entreprise en terme de protection de l'environnement et de la santé, les dispositions spécifiques qu'elle va mettre en œuvre sur le chantier, les moyens humains et matériels qu'elle va mettre en œuvre, notamment pour la réalisation du tri des déchets et leur valorisation ;
- un programme d'exécution des ouvrages, indiquant de façon sommaire la durée des différentes phases du chantier, et les moyens prévus pour assurer la coordination et le respect des délais ;
- une note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène du chantier.

L'absence de mémoire technique entraînera le rejet de l'offre qui sera jugée irrégulière

ARTICLE 4 : Sélection des offres – Classement et Jugement des offres

4.1 – Sélection des offres

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles ; techniques et financières

4.2 – Classement et jugement des offres

La Commission d'Ouverture des Plis (C.O.P) choisira l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères suivants, examinés et pondérés comme suit :

- 40 % : le prix des prestations proposées
- 60 % : la valeur technique de l'offre appréciée notamment à partir des mémoires techniques

Les offres seront classées par ordre décroissant.

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité d'engager des négociations avec les 3 candidats sélectionnés, sous forme écrite sur tous les éléments de l'offre, y compris le prix.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations de l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

La transmission des offres se fera par voie électronique en se connectant sur le site :

<https://marchespublics.eure.fr/>

avant les dates et heures indiquées sur la page de garde

ARTICLE 6 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

Monsieur Michel PINGUET
1, Route de Champ Dolent
Le Boshion
27190 – ORVAUX
Tél. : 02.32.30.20.45 – Fax : 02.32.60.26.25
mail : michel.pinguet@orange.fr

* * * * *

ANNEXE

AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

METHODE D'ANALYSE DES OFFRES

* * * * *

L'article 4.2 du Règlement de la Consultation (R.C) prévoit que les offres sont jugées suivant des critères pondérés :

- prix global et forfaitaire des prestations fixé à 40 % ;
- valeur technique de l'offre fixée à 60 % et appréciée notamment à partir des mémoires techniques (Cf. article 3.2.2.b du présent R.C

La méthode de notation, proposée ci-dessous, sera utilisée par la Maîtrise d'Œuvre pour établir son rapport d'analyse :

1. Le prix proposé :

Le calcul choisi est simple :

$40 \% \times (\text{prix le plus bas} / \text{prix proposé par l'entreprise}) = \text{note attribuée à l'entreprise}$
Exemple : $40 \times (23.000.00 \text{ €} / 28\,000.00 \text{ €}) = 32,85$

Nota : La Maîtrise d'Œuvre doit toutefois s'assurer que le prix le plus bas est recevable et en particulier qu'il ne s'agit pas d'une offre anormalement basse (écart très important avec les autres offres de prix mais aussi avec l'estimation de la Maîtrise d'Œuvre).

2. La qualité technique de l'offre :

Le mémoire technique doit comprendre toutes justifications et observations de l'entreprise, à savoir :

- le mode opératoire et l'organisation de l'exécution des ouvrages ;
- les indications concernant la nature des principaux matériaux et fournitures et, éventuellement, les références des marques et des fournisseurs correspondants ;
- une note indiquant les dispositions habituelles de l'entreprise en terme de protection de l'environnement et de la santé, les dispositions spécifiques qu'elle va mettre en oeuvre sur le chantier, les moyens humains et matériels qu'elle va mettre en œuvre, notamment pour la réalisation du tri des déchets et leur valorisation ;
- un programme d'exécution des ouvrages, indiquant de façon sommaire la durée des différentes phases du chantier, et les moyens prévus pour assurer la coordination et le respect des délais ;
- une note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène du chantier.

Chaque sous-critère sera noté sur 4 pour une note totale pour la qualité technique de l'offre sur 20.

La notation des sous-critères sera faite sur les bases suivantes :

| Appréciation | Note |
|------------------------|------|
| Réponse nulle | 0 |
| Réponse insuffisante | 1 |
| Réponse banale | 2 |
| Réponse circonstanciée | 3 |
| Réponse très complète | 4 |

Dès lors, le calcul de la note pondérée est simple :

$60 \% \times (\text{note obtenue par l'entreprise} / \text{note maximale pouvant être obtenue}) = \text{note attribuée à l'entreprise}$ -
Exemple : $60 \times (12 / 16) = 36$.

3. Le classement des offres :

L'addition des valeurs obtenues sur les trois critères donne l'ordre de classement des entreprises, l'entreprise ayant obtenu la note la plus élevée (sur 100) étant l'offre économiquement la plus avantageuse.